



Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Genès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Anne RIMBERT, Patricia WEBER

Aménagement durable - Protocole partenarial entre Montpellier Méditerranée Métropole et SNCF Immobilier pour la mobilisation du patrimoine foncier et immobilier de la SNCF - Autorisation de signature

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et le Groupe SNCF ont souhaité conforter leur partenariat en vue de construire une mobilité métropolitaine *sui generis* qui s'adapte à la réalité du territoire montpelliérain, à l'image de son identité et qui contribue à son rayonnement. Ce travail collaboratif a abouti à la signature le 30 septembre dernier, d'un protocole cadre ambitieux, autorisée par une délibération du Conseil de Métropole du 28 juillet 2021, entre le Groupe SNCF et Montpellier Méditerranée Métropole, permettant de nouer un partenariat direct sur les enjeux stratégiques communs du territoire de la Métropole.

Au-delà de la mobilité ferroviaire, la Métropole et le Groupe SNCF partagent des intérêts communs sur de nombreuses thématiques. Des équipes pluridisciplinaires ont été constituées pour réfléchir « *en miroir* » sur de grands axes de travail :

- La desserte de Montpellier : optimisation de l'offre et du service à l'utilisateur en vue de promouvoir le voyageur « *train friendly* » ;
- L'optimisation du doublet de ligne et du système de déplacement dans l'aire urbaine, en vue structurer « *l'étoile montpelliéraine* », et permettant de faire préférer le train et promouvoir les modes doux ;
- Le fret ferroviaire et la logistique urbaine, par la mobilisation de foncier à vocation économique et faciliter sa desserte logistique ;
- La mobilisation du patrimoine foncier et immobilier du groupe SNCF dans le cadre de la mutation de la ville et de la stratégie de développement métropolitain, pour contribuer à fabriquer la Ville de demain, mobile, inclusive, connectée et durable ;
- Les enjeux sociétaux (engagement sociétal et fondation SNCF) pour un partenariat de la solidarité ;
- Les enjeux environnementaux.

Un certain nombre de ces axes de travail comportent en amont des enjeux à caractère foncier.

En conséquence, un travail spécifique avec la branche immobilière du Groupe SNCF a été initié, afin de permettre l'identification des fonciers pouvant être mobilisables dans le cadre des projets de développement du territoire métropolitain et du projet urbain, dans le contexte de raréfaction du foncier.

Dans ce cadre collaboratif, un protocole foncier et immobilier *ad hoc*, définissant une gouvernance sur ces sujets, des modalités de travail rapprochées, un périmètre d'action, et des objectifs communs en matière de mobilisation et de valorisation du foncier ferroviaire est proposé.

Les sites pressentis, non exhaustifs, futurs terrains d'assiette de la concrétisation des objectifs définis dans les axes de travail du protocole-cadre sont identifiés. Leur devenir, en fonction de leurs caractéristiques actuelles ou à venir au regard des règles et contraintes d'urbanisme, de leur mutabilité au regard de leur utilité ou des contraintes ferroviaires, de la temporalité potentielle de mobilisation, est esquissé avec un engagement respectif d'avancer sur un terme opérationnel et concret. L'identification de nouveaux gisements fonciers sera parallèlement poursuivie.

Le pilotage du protocole sera assuré par des représentants des deux partenaires à travers un comité de pilotage annuel présidé par Monsieur le Président, assisté de la Vice-Présidente en charge de l'urbanisme durable et de la maîtrise foncière, et arbitrera les orientations stratégiques et priorités. Le comité de pilotage sera assisté d'un comité technique pluriannuel chargé d'assurer le suivi et la mise en œuvre de la feuille de route. Des groupes de travail spécifiques par thématique (fret, desserte voyageur, ...) regroupant les techniciens compétents des deux partenaires sur des sujets spécifiques pourront être structurés en fonction

des besoins.

Ce protocole partenarial foncier est proposé sur une durée initiale de 5 ans, reconductible tacitement pour un an. Sa vocation est donc d'échanger sur des orientations, de partager des réflexions et analyses en vue d'accompagner la mutation de périmètres pour lesquels il convient d'initier des études, d'amorcer la mutabilité des sites et de dérouler les opérations afférentes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes du protocole partenarial entre le Groupe SNCF, représenté par SNCF Immobilier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la mobilisation du patrimoine foncier et immobilier de la SNCF ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172335-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Protocole SNCF et 3M.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.